

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 11 MARS 2021**

JP/VA

OBJET : 1.2. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE - COMPLÉMENT SECTORISATION - MODIFICATION ÉCONOMIE

L'an deux mille vingt-et-un, le onze du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	x	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC		
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME		
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL	x	
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE	x	Cyril GROS
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS		excusé
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	x	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE	x	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

**OBJET : 1.2. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE - COMPLÉMENT DE SECTORISATION
MODIFICATION ÉCONOMIE**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

En 2011, le SEBA lançait une campagne importante de mise en place de sectorisation de ses réseaux, avec la pose de compteurs ou débitmètre. Ainsi, pour permettre la maîtrise des débits, la mise en évidence des surconsommations, la détection des fuites, ou encore la planification des interventions, le SEBA investissait sur 196 points de comptage regroupés sur 178 sites (dont 79 « gros consommateurs »).

Par délibération du 13 novembre 2019, au vu de la plus-value évidente en matière de gestion de nos réseaux (amélioration du rendement), le bureau syndical engageait la présente opération. Le bureau d'études RCI a été retenu et a présenté l'avant-projet, proposant 37 équipements (certains sites méritant la pose de deux compteurs plutôt qu'un seul) et des options.

Par délibération du 07 octobre 2020, le bureau syndical a décidé - en retenant l'ensemble des options proposées - de porter l'économie du projet à 240 000 € HT et a lancé la consultation de travaux selon la procédure adaptée.

Deux entreprises ont répondu à la consultation. Cependant, les offres sont toutes supérieures à l'enveloppe financière délibérée, même après une phase de négociation.

De fait, la maîtrise d'œuvre a sous-estimé le prix des installations de chantiers sur les 28 sites dispersés sur le territoire, ainsi que celui des organes de comptages et des créations de regards – les prix de cette estimation étant basés sur un chantier de 2015 sans références plus récentes sur ce type d'opération.

En outre, il a été décidé de maintenir une profondeur suffisante pour les regards (1.50 m utile) pour permettre un meilleur confort d'exploitation, ce type d'ouvrage ayant un coût non négligeable.

Une négociation a donc été menée avec les entreprises afin de vérifier la bonne cohérence entre les indications du BPU et les montants associés, ainsi qu'une demande d'amélioration des propositions technico-financière globales. Il résulte de cette négociation que les entreprises confirment et justifient la bonne compréhension des pièces du marché, tout en proposant une amélioration technico-financière de leur offre initiale sans pour autant entrer dans la limite précédemment fixée.

S'agissant d'un investissement important pour le SEBA, et au vu de la conformité des offres, il est proposé d'augmenter l'enveloppe de l'opération précédemment évaluée à 240 000 € HT et de la porter à hauteur de 310 000 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 (Opération 102 – Travaux Neufs). Ce programme bénéficie d'aides du Département (30% de 180 000 €) et de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (50 % de 100 000 € pour les sites en ZRR déjà inscrits au contrat d'aide, et 50 % de 240 000 € escomptés pour la totalité du programme du fait du programme « rebond »).

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents ou représentés de :

- **VALIDER** l'augmentation de l'économie du projet à 310 000 € HT ;
- **AUTORISER** le président à signer le marché de travaux ;
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL